Jan de Maeyer, Sofie Leplae, Joachim Schmiedl,
*Religious Institutes in Western Europe in the 19th and
20th Centuries. Historiography, Research and Legal
Position*

Leuven, Leuven University Press, 2004, 377 p.

Patrick Cabanel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/3574>

DOI : 10.4000/assr.3574

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2006

Pagination : 147-299

ISBN : 2-7132-2092-0

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Patrick Cabanel, « Jan de Maeyer, Sofie Leplae, Joachim Schmiedl, *Religious Institutes in Western Europe in the 19th and 20th Centuries. Historiography, Research and Legal Position* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 134 | avril - juin 2006, document 134-58, mis en ligne le 11 septembre 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/3574> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.3574>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Jan de Maeyer, Sofie Leplae, Joachim Schmiedl, *Religious Institutes in Western Europe in the 19th and 20th Centuries. Historiography, Research and Legal Position*

Leuven, Leuven University Press, 2004, 377 p.

Patrick Cabanel

- 1 Cet ouvrage collectif et bilingue anglais-français est le second de la série des *KADOC Studies on Religion, Culture and Society*. Les historiens connaissent la qualité et l'ampleur du travail réalisé dans le champ des études religieuses par le KADOC (*Katholiek Documentatiecentrum*), qui a récemment contribué à la mise en place d'un réseau européen de chercheurs sur les instituts religieux (ou congrégations religieuses, pour utiliser un mot français plus courant), *Relins-Europe* (*The European Forum on the History of Religious Institutes in the 19th and 20th centuries*). Le réseau a organisé en 2001 et 2002, à Rome puis en Allemagne, deux *workshops* dont les textes sont ici réunis. Le premier, coordonné par Sofie Leplae, a proposé un tour d'Europe des historiographies relatives aux instituts religieux : sont abordées la Belgique (Jan Art et Paul Wynants), la France (Daniel Moulinet), l'Allemagne (Joachim Schmiedl et Peter Häger), la Grande-Bretagne et l'Irlande (Susan O'Brien), l'Italie (Nicola Raponi), la Hollande (Jan Roes et Hans de Valk) et la Suisse (Franziska Metzger). Ces mises au point historiographiques, qui sont autant de percées utiles dans des histoires nationales souvent peu familières ou peu accessibles aux historiens français, ne serait-ce que pour des problèmes de langue, sont accompagnées, en fin de volume, d'une impressionnante bibliographie internationale (p. 331-368 sur double colonne). Les articles comportent également bon nombre de tableaux statistiques, ce qui permet d'en savoir, enfin, un peu plus sur ce monde englouti que constituent trop souvent à nos yeux les congrégations du XIX^e siècle, au moins à l'extérieur d'une France et d'un « catholicisme au féminin » dont Claude

Langlois, auquel les auteurs rendent hommage, nous a si puissamment entretenu. Le tout fait de cet ouvrage un instrument de travail au meilleur sens du mot, et dans une perspective comparatiste européenne qui fait encore trop souvent défaut aux historiographies nationales, alors que les parallèles et les contrastes sautent aux yeux. En voici un exemple : qu'il s'agisse de la Belgique, de la Hollande ou de la France, l'historiographie des instituts religieux est passée partout, à peu près au même moment, par trois étapes. La première, jusqu'aux années 1960, a été une histoire faite de l'intérieur, assez souvent liée aux procès de canonisation des fondateurs, et plus ou moins proprement hagiographique. Dans les années 1960 et 1970, l'histoire universitaire s'invite, une histoire parfois frottée de démographie et de sociologie, attentive notamment aux recrutements et aux champs d'activité. Une troisième phase, dont ce livre est un bon exemple, on va le voir à l'instant, produit volontiers une histoire politique des congrégations confrontées aux États et à la modernité européenne.

- 2 La satisfaction du lecteur est, en effet, renforcée par la richesse de l'apport proposé dans les six chapitres de la seconde partie, issus de la rencontre de 2002 et qui proposent des mises au point sur la législation des XIX^e et XX^e siècles relative aux congrégations religieuses dans six pays (Belgique, France, Allemagne, Italie, Hollande et Suisse). Ces études ont été confiées à d'autres auteurs, sauf pour la France et la Suisse pour lesquelles nous retrouvons Daniel Moulinet et Franziska Metzger. La rencontre de 2002 entendait traiter de la position des congrégations devant le droit canon aussi bien que devant la loi des divers États. À l'arrivée, c'est cette dernière question qui se taille la part du lion ; il faut se reporter à l'introduction générale, cosignée par les trois directeurs de l'ouvrage, pour lire en quelques pages pratiques l'évolution du droit canon, de Grégoire XVI au second concile du Vatican. Pour le reste, les auteurs s'intéressent presque exclusivement aux rapports jamais simples, parfois très conflictuels, entre les congrégations et les États, que ces derniers fussent catholiques, protestants ou laïques. Ce n'est pas surprenant : l'affirmation des États modernes et la montée en puissance d'un anticléricalisme européen fortement hostile aux congrégations (bien au-delà des jésuites), ont fait de ces relations houleuses une page importante de l'histoire des Églises et des États. Alessandro Colombo n'hésite pas même à bâtir son étude autour des seules lois de suppression des couvents et ordres religieux, dans l'Italie au XIX^e siècle ; cette approche renvoie à l'épaisseur de la notice « Soppressionni » dans le *Dizionario degli Istituti di Perfezione*. L'approche d'histoire comparée n'est jamais aussi prometteuse dans ce cas : l'Italie des suppressions, l'Allemagne du *Kulturkampf*, la France des « lois de persécution » (une formule peut-être un peu sévère de D. Moulinet, p. 218, mais une bonne analyse du phénomène), mais aussi la Suisse du milieu du XIX^e siècle ont toutes mis en place des législations restrictives ou répressives face à l'essor congréganiste qui semblait alors irrésistible. À l'inverse, la Belgique et la Hollande ont accueilli les religieux et religieuses allemands, puis français : le tableau des fondations d'origine étrangère en Hollande (p. 139), montre bien que la France succède à l'Allemagne à partir de 1901, parce que Combes, si l'on ose dire, a succédé à Bismarck. Joos van Vugt fait remarquer que le fleuve de l'histoire s'est révélé beaucoup plus tranquille pour les congréganistes hollandais, qui n'ont jamais été liés à l'État et n'ont donc ni recueilli ses subsides, ni subi ses oukases. Leur sphère d'activité était strictement limitée au « pilier » catholique. Il est vrai encore, selon le même auteur, que la Hollande n'a pas développé, quelle qu'ait été la

raison de ce trait, ce radicalisme national ou politique qui a conduit l'Allemagne au *Kulturkampf* et la France au combisme.

- 3 Sauf pour le monde britannique, qui n'est représenté que dans la première partie, ce livre doit être lu dans chacun de ses volets, historiographique et législatif. À l'arrivée, la qualité des informations réunies dans ces doubles synthèses offre un apport substantiel sur chacun de six pays européens, outre la France. On regrettera simplement que l'Espagne, voire le Portugal, qui ont connu des vagues de « désamortissement » des biens conventuels et d'expulsion de religieux, notamment les jésuites, ne fassent pas partie de ce large panorama. On ajoutera enfin, non pour flatter l'ego du signataire de ces lignes, mais pour compléter la bibliographie européenne de *Religious Institutes*, que le livre issu du colloque de Lyon, *Le grand exil des congrégations religieuses françaises 1901-1914* est paru en 2005 aux éditions du Cerf (sous la dir. de P. Cabanel et J.-D. Durand).